

19 JANVIER 1934

9

3

E 1004 1/344

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 19 janvier 1934*¹

105. Fondations fascistes suisses à l'étranger

Verbal

M. le *chef du département politique* communique qu'il a été avisé il y a quelque temps par M. Wagnière² de l'intention du colonel Arthur Fonjallaz³ et de l'avocat tessinois Rezzonico de créer un groupe fasciste suisse à Milan, sous la direction de M. Bühler, président de la chambre suisse du commerce. Il a donné pour instructions à M. Wagnière de faire une démarche pressante auprès de ce dernier pour le prier de renoncer à ce projet. Mais cette intervention n'a eu aucun résultat, puis-

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

2. *Par lettre du 8 janvier* (E 2001 (C) 4/103).

3. *Cf. DDS vol. 10, nos 343 et 344 + A. Sur la personnalité du colonel A. Fonjallaz, cf. aussi la notice du DPF, non signée, datée du 1^{er} mars, envoyée le 2 mars par M. de Stoutz au ministre Wagnière:*

Le Colonel Arthur Fonjallaz est né en 1875 dans un asile d'aliénés, où sa mère, atteinte d'aliénation mentale, était internée. Il a débuté dans la carrière militaire avant d'avoir atteint sa majorité comme élève d'une école préparatoire d'officiers à Turin. Les circonstances dans lesquelles il a été admis dans cette école n'ont pu être déterminées. Il s'y trouvait au moment où il a été appelé à faire son école de recrue en Suisse.

Le Colonel Fonjallaz est entré dans le service d'instruction en 1900 et y est resté jusqu'en 1921. Officier d'état-major de la brigade 3 en 1914, il s'est débarrassé de son chef en lui faisant signer un rapport accablant pour lui. Cet acte a été, à l'époque, assez sévèrement jugé, mais n'a pas empêché Fonjallaz de recevoir le commandement d'un régiment, puis, en 1921, d'une brigade. Le Colonel Fonjallaz a pris sa retraite comme officier actif en 1923. Il semble s'être alors consacré à des affaires, notamment en Turquie, où il a dû perdre une part considérable de sa fortune personnelle. Rentré à Cully, où il possède une propriété magnifique, le Colonel Fonjallaz a cherché à se pousser dans la politique et a financé de ses deniers la création d'un parti agrarien vaudois, qu'il a quitté avec fracas lorsqu'il a vu qu'il n'arrivait pas à se faire élire député au Conseil national.

Madame Fonjallaz, née Gelser, a hérité en 1919 d'un oncle établi en Amérique du Sud une fortune de plusieurs millions, dont il doit certainement rester quelque chose aujourd'hui. Néanmoins, il y a quelques années, soit que sa femme lui ait coupé les vivres, soit que les revenus de cette fortune sud-américaine aient baissé, le Colonel Fonjallaz avait demandé au Département militaire de lui procurer du travail. Il fut ainsi chargé, à partir de 1931 sauf erreur, d'un cours d'histoire militaire à l'Ecole polytechnique fédérale. Le Colonel Fonjallaz a donné sa démission de chargé de cours à l'Ecole polytechnique en novembre 1933 et a été relevé de toute obligation militaire.

Au Département militaire, le Colonel Fonjallaz est jugé comme un officier extrêmement capable, d'une intelligence au-dessus de la moyenne, mais d'une instabilité de caractère qui le rendait d'un commerce peu sûr et permet de le considérer, à certains égards, comme un névrosé. Il est considéré comme un homme à lubies, désireux de jouer un rôle à n'importe quel prix. (E 2200 Rom 22/1).

que les journaux annoncent la constitution, sous la présidence de M. Bühler, d'un groupe fasciste suisse de la Haute-Italie, comprenant la Lombardie, le Piémont et la Ligurie⁴.

Cette création est infiniment regrettable. Il est à craindre, en effet, d'abord qu'elle ne soit un élément de division pour la colonie suisse, en outre que les autorités italiennes ne traitent plus favorablement des Suisses affiliés au groupe fasciste que les autres. Sans doute, le fascisme italien ne devait-il pas être, à l'origine, un objet d'exportation, mais depuis quelques années les avis se sont modifiés à cet égard, et le fascisme prétend aujourd'hui marcher à la conquête de l'Europe et du monde. Nous avons donc des raisons sérieuses pour entraver par tous les moyens le développement du fascisme suisse en Italie. Mais ces moyens ne sont malheureusement pas nombreux.

On peut se demander si nous ne devrions pas en appeler au gouvernement italien. A vrai dire, il serait singulier de devoir recourir aux bons offices d'un gouvernement étranger pour rappeler à la raison des Suisses qui n'ont pas voulu suivre nos conseils. Mais même au cas où l'on passerait outre à cette considération, il reste à savoir si une telle démarche aurait une utilité quelconque, si le gouvernement italien serait disposé à prendre des mesures qui iraient directement à l'encontre de l'idée fasciste. On doit en douter. Et il faut ajouter qu'après avoir laissé se fonder à Milan et ailleurs des sociétés politiques suisses, nous serions mal venus de demander des mesures contre une association politique dont les buts se rapprochent précisément beaucoup de ceux du gouvernement italien.

M. Motta a néanmoins prié M. Wagnière de sonder l'opinion gouvernementale à Rome⁵. Il demande aujourd'hui au conseil d'approuver les mesures prises et d'inviter le département à poursuivre son activité dans la même direction.

M. le *chef du département de justice et police* fait observer que l'affaire intéresse également nos colonies en Allemagne, où il s'est formé des groupes nationaux-socialistes suisses⁶. Ces formations présentent, outre le danger signalé par le chef du département politique, celui d'encourager les naturalisations et de favoriser ainsi un mouvement très actif tant en Allemagne qu'en Italie. Il est difficile d'assister passivement à ces formations. Mais les voies à suivre pour les entraver ne sont pas nombreuses. L'appel de M. Wagnière n'ayant pas été entendu, nous devons renoncer à agir par la persuasion à l'égard de nos nationaux. Il ne saurait être question non plus pour le Conseil fédéral de traiter différemment ceux qui sont entrés dans des groupements fascistes. Le seul moyen à notre disposition est donc, quelques inconvénients qu'il présente, de s'adresser au gouvernement italien. Il ne doit pas être impossible de le convaincre qu'il n'a pas lui-même d'intérêt à favoriser des groupements dont le développement sera déterminé beaucoup moins par des convictions que par des intérêts. Nous pouvons, d'autre part, donner l'assurance aux gouvernements étrangers que nous ne permettrions pas à leurs nationaux de former sur notre territoire des groupements qui se rattacheraient à la politique suisse. L'entreprise vaut en tout cas la peine d'être tentée, et plus tôt nous

4. Cf. annexe au présent document.

5. Par lettre du 18 janvier (E 2001 (C) 4/103).

6. Cf. n° 4.

19 JANVIER 1934

11

agions, plus efficace sera notre intervention, car si nous laissons se développer le mouvement actuel il nous sera impossible ensuite d'en devenir maître.

Il ressort de la discussion que tous les autres membres déconseillent actuellement une démarche auprès du gouvernement italien et comptent plutôt sur l'opinion publique suisse pour arrêter le mouvement. En conséquence, M. le président constate:

1° que le conseil est unanime à désapprouver la formation, dans nos colonies, de groupes qui transportent des conflits politiques sur territoire étranger;

2° qu'il est également unanime à approuver les mesures prises jusqu'ici par le département politique en Italie;

3° que dans sa majorité il n'estime pas le moment venu de faire une démarche auprès du gouvernement italien, la situation devant être éclaircie d'abord par les sondages de M. Wagnière.

ANNEXE

E 2001 (C) 4/103

Consulat de Suisse à Milan

Bericht zur Gründung der Schweizer Fascisten Gruppe in Mailand⁷

R

Mailand, 30. Januar 1934

Nachdem nun die erste grosse Überraschung etwas abgeflaut ist, erscheint es weniger schwierig die Lage zu betrachten, als man es in den ersten Tagen hätte tun können, wo auch gar mancherlei Gerüchte unsere Landsleute beunruhigen mussten und das umsomehr als viele von uns die Ereignisse, welche sich in diesem Lande vor 12 Jahren abwickelten, noch nicht vergessen haben.

Der Gedanke im Schosse der Schweizerkolonie Mailand, eine Gruppe der Schweiz. Fascistenpartei zu gründen, wie es sich nach und nach ergibt, muss in dem Momente entstanden sein, als im nahen Kanton Tessin die erste solche Gründung erfolgte⁸. Es mag daher sofort verständlich erscheinen, wenn der Tessinerführer dieser Gruppe, Herr Ing. Nino Rezzonico, auf Grund des Parteiprogrammes, Fühlungsversuche unternahm bei seinen hier wohnhaften nähern Landsleuten, und ein gewisses Interesse fand bei Herrn Arrigo Giambonini, ex Präsident der Patriotischen Verbindung «Pro Ticino». Als Obergauführer soll der soeben genannte Herr vorgesehen gewesen sein, aber gewisse Schwierigkeiten müssen sich ergeben haben während dem Vorbereitungsstadium, da zu befürchten war, dass wenn diese Bewegung einzig und allein von hier wohnhaften Tessinern angefacht werden sollte, der Erfolg in Frage gestellt sein würde. Daher musste man sich nach einer geeigneten, möglichst gut situierten Persönlichkeit umsehen, auch wenn sie einem Kanton der deutschen Schweiz angehören sollte. Diese Persönlichkeit, welche alle Voraussetzungen zum guten Gelingen der Sache in sich vereinigte, konnte nur Otto Bühler, Präsident der Schweizerischen Handelskammer in Italien sein, der infolge mehrerer, seinen Ehrgeiz nicht befriedigenden, und im Grunde genommen, kleinlichen Vorfällen, sich gekränkt fühlte. Bühler Otto ist geboren am 1. Februar 1890 in Mettmenstetten (Zürich) allwo er auch heimatberechtigt ist. Er ist ein energischer, fleissiger Kaufmann, seinen Reichtum hat er sich durch sein unermüdliches Arbeiten selbst zu verdanken.

Ich möchte auch nicht unterlassen hervorzuheben, dass Herr Bühler in der Kolonie sehr populär ist und sich als ex Präsident des Schweizervereins während drei Jahren grosse Verdienste erworben

7. Rapport rédigé par le chancelier J. Mosimann, portant en outre la signature du consul R. Hüni.

8. La fondation de la Fédération fasciste du Tessin remonte au 21 novembre 1933.

hat. Es ist möglich, dass wenn er anlässlich des 50j. Jubiläums des Schweizervereins im verg. Monat Dezember eine Ehrung erhalten hätte, wie er solche im Stillen vielleicht erwartet hat, er sich möglicherweise für die neue Partei nicht hätte finden lassen. Er liess nichts durchblicken, von dem was in ihm vorging, nicht einmal gegenüber seinen intimsten Freunden, und als sein Entschluss bekannt wurde, dieser in der ganzen Kolonie die grösste Verwunderung hervorrief. Daher kam es, dass die ersten Versammlungen der neuen Gruppe sehr stark besucht wurden und wenn die Gruppe heute die 200(?) Mitglieder überschreiten mag, so ist dieser Erfolg seiner Person zuzuschreiben. Man geht nicht fehl, wenn man annimmt, dass seine Wendung zur neuen Bewegung nicht aus Überzeugung zu einer guten Sache erfolgt ist, sondern zum guten Teil mag der Ehrgeiz wegleitend für ihn gewesen sein.

Ich habe weiter oben erwähnt, dass von den Absichten des Herrn Bühler nicht einmal seine intimsten Freunde Kenntnis hatten und dass er erst am 8. ds. seinem Freunde H. Schütz, Vize Präsident der Handelskammer erklärte, was er unternehmen wolle. Herr Schütz, nachdem es sich nicht um einen Spass handeln konnte, erklärte sofort, nicht einverstanden zu sein und übergab seine Demission als Vize Präsident der Handelskammer, auch weil Bühler es unterlassen hatte, vorerst die Gesandtschaft zu unterrichten und ihre Ansichten einzuholen⁹. Dieser Schritt des Herrn Schütz machte Eindruck und Bühler schlug vor, eine Vertrauensperson nach Rom zu senden, welche mit Herrn Wagnière Rücksprache nehmen sollte. Dieser Vertrauensmann liess sich finden in der Person des zweiten Vize Präsident der Handelskammer, Herr Adolf Senn, der Firma Dubied & Co. in Couvet, Sitz Mailand. Bühler musste sich verpflichten die schon zum Versand bereit gehaltenen Zirkulare — nicht — zu spedieren und auf die Antwort der Gesandtschaft zu warten, welche Antwort auf Donnerstag 11. crt. erwartet wurde. Herr Schütz zog hierauf seine Demission provisorisch zurück.

Eben in dieser fatalen Woche kam der Gründer der Schweiz. Fascistenpartei Fonjallaz, mit seinem Adjutanten Rezzonico nach Mailand, nahm Rücksprache mit Bühler und verreiste noch gleichen Tags nach Rom weiter um am Samstag derselben Woche (13. ds.) wiederum in Mailand zu sein. Im Laufe jener Woche habe ich zwei Mal mit der Gesandtschaft in Rom telephonische Rücksprache genommen und beide Male ersuchte mich Herr Minister Wagnière, Bühler zu bitten — nichts zu unternehmen — bis zum Eintreffen einer Antwort seitens der Gesandtschaft, was jeweilen sofort weitergegeben wurde. Bühler hatte sich ohne Zweifel schon beim ersten Zusammentreffen mit seinem heutigen Parteivorsteher derart kompromittiert, dass es ihm nicht mehr möglich war den überzeugenden guten Ratschlägen der Gesandtschaft, seiner Freunde und des Konsulates, Folge zu geben und der Bewegung fern zu bleiben. Am Samstag 13. ds. also nachdem er die Antwort der Gesandtschaft durch seinen Vertrauensmann erhalten hatte, gelangten die Zirkulare mit dem Parteiprogramm und einer Nummer des «Il Fascista svizzero» zum Versand.

Beinahe alle hier wohnhaften Landsleute erhielten die Sendung und im Zirkular werden, in der ersten Zeile, die besorgniserregenden Worte: «La vecchia patria svizzera è in pericolo. Bisogna salvarla!» dem Leser unter die Augen gebracht. Unterschrieben ist das Zirkular von Otto Bühler und Arrigo Giambonini¹⁰. Seit der Gründung dieser Gruppe und bis in die letzten Tage, wurden alle möglichen Gerüchte in Umlauf gesetzt, welche Gerüchte geeignet waren grösste Bestürzung hervorzurufen, allein nichts von alledem hat sich bis heute ereignet, sodass man die ganze Sachlage mit einer gewissen Ruhe zu überblicken und zu beurteilen vermag. Nach den bereits erwähnten Gerüchten hätte z. B. vor dem Konsulat demonstriert werden sollen (!), man wollte sodann allen schweizerischen Institutionen eine andere Verwaltung geben, wie z. B. der Schweizer Schule, dem Asilo Evangelico, u. s. w. aber nichts, wie gesagt, ist vorgefallen, was besonders beunruhigen könnte, mit Ausnahme von Drohungen auf sofortige Entlassung gegenüber jungen Angestellten, welche sich nicht der Bewegung anschliessen wollten. Der Vorfall hat sich in einem Bankhause zugetragen, wurde jedoch sofort durch die korrekte und erwähnenswerte Haltung des Direktors, ein Italiener, erledigt. Dieser liess den hitzigen Schweizer Fascisten zu sich kommen und erklärte,

9. *Pour plus de détails, cf. le rapport confidentiel de H. Schütz au ministre G. Wagnière, daté: Mailand, Anfang Januar 1934 (E 2001 (C) 4/103).*

10. *Un exemplaire de cette circulaire, datée du 10 janvier, se trouve in E 2001 (C) 4/103.*

19 JANVIER 1934

13

dass in der Bank vor allem andern gearbeitet werden müsse und sollten weitere solche Einschüchterungen gemeldet werden, so müsste dann die sofortige Entlassung dieses Fascisten ins Auge gefasst werden.

Der Schreiber dieser Zeilen, hat seither mit Bühler verschiedentlich telephonische Besprechungen gehabt, anlässlich welcher dieser betonte, dass keinerlei Handlungen geduldet würden, welche zu Klagen Anlass geben könnten von Seite solcher Mitbürger, die nicht Anhänger der Bewegung seien. Im fernern bestreitet er, dass jemals Absichten bestanden hätten, noch sei von solchen Dingen in den Versammlungen gesprochen worden, vor dem Konsulate zu demonstrieren, oder sonstwie etwas zu unternehmen gegen schweizerische Institutionen, die den Zweck hätten die Kolonie zu schädigen. Dies hat Bühler auch anlässlich einer am verg. Donnerstag stattgefundenen Besprechung mit Herrn Konsul, in diesen Amtsräumen bestätigt. Andere ähnliche Friedensbeteuerungen des Herrn Bühler wären wiederum geeignet, diese ganze Angelegenheit nicht zu tragisch aufzunehmen, wenn nicht das Parteiblatt eine ganz andere Mentalität an den Tag legen würde.

Aus dem was vorangeht, kann gesagt werden:

1. dass die Gründung dieser extremen Gruppe nur möglich wurde durch die Mitwirkung des Herrn Otto Bühler,
2. dass dieser sich hat dazu bewegen lassen, durch seine aus dem eigenen Ehrgeiz herausgewachsene Unzufriedenheit,
3. dass bis heute keinerlei Vorfälle vorgekommen sind, welche zu berechtigten Besorgnissen Anlass geben könnten,
4. dass die Anhänger der Bewegung zum weitaus grössten Teil junge Leute sind, welche hoffen, aus der ganzen Sache einen Nutzen zu ziehen.
5. dass wiederum der weitaus grösste Teil der Kolonie sich der Bewegung nicht sympatisch gegenüberstellt.

Es ist indessen mit Sicherheit anzunehmen, dass eine wohl nur vorübergehende Desorientierung nicht zu vermeiden ist, noch vermieden werden konnte und das wegen der durchaus geräuschlosen Vorbereitungen. — Wenn nun auch und mit Recht angenommen werden kann, dass das hervorgehobene Interesse seinen Höhepunkt erreicht hat, und eine merkliche Zunahme neuer Anhänger der Bewegung in Frage kommt, so wäre es zu gewagt, heute schon die noch erforderliche Wachsamkeit abflauen zu lassen. — Jetzt erscheint auch der Moment da zu sein, wo von Seite der Treuen die Reaktion einzusetzen hat, wozu die Anzeichen vorhanden sind. Die vor Jahren gegründete und gewissermassen interesselos gewordene Gruppe der Neuen Helvetischen Gesellschaft dürfte wiederum aufwachen und ganz besonders in dieser Stunde nutzbringende Arbeit leisten. — Mit unserer Gesandtschaft wird z. Zt. korrespondiert bezüglich eines Zirkulars¹¹, welches an alle Mitbürger gelangen sollte und was auch von der Grosszahl der Kolonie gewünscht und als notwendig erachtet wird.

Bemerkenswert ist auch, wie hervorragende ital. Persönlichkeiten sich unsympathisch zur Sache stellen und nicht begreifen, wie die sonst ruhigen Schweizer im Auslande den Kopf verlieren können. Auch hat die hiesige Presse bisher, diese neue Bewegung kaum erwähnt und nur von der Gruppe ausgegangene Propaganda kommentarlos wiedergegeben.

Die nächsten Wochen, werden uns zeigen, wie weit die befürchtete Spaltung in der Kolonie zum Ausdruck kommen wird und wie sich die Extremen mit den Treuen vertragen werden. Diese letztern rechnen mit Bestimmtheit mit einem Abflauen in der neuen Gruppe, schon weil es den Anschein hat, dass nach dem nahen Tessin reisende Landsleute auch von Seite der ital. Behörde strenger Kontrolle unterzogen werden. So musste z. B. ein mir bekannter Landsmann am verg. Samstag in Como den Zug verlassen um sich im Polizeibureau auf Waffentragen untersuchen zu lassen. An der Grenze in Chiasso, so wird gemeldet, sei strenge Kontrolle der Reisepässe der Schwei-

11. *Une lettre circulaire — dont le texte définitif a été rédigé personnellement par G. Motta — va être envoyée à tous les Suisses résidant dans l'arrondissement du consulat de Milan, leur demandant de ne pas adhérer au nouveau groupe fasciste. Cf. lettre du chef de la Division des affaires étrangères du DPF, M. de Stoutz, au ministre Wagnière, du 31 janvier, à laquelle est annexée une copie de la circulaire (E 2200 Rom 22/1).*

zer angeordnet. Endlich hat Bühler, Herrn Konsul Hüni auf dessen Anraten hin versichern lassen, dass am 14. Februar¹² nächsthin die Gruppe Mailand, in Lugano — nicht — vertreten sein werde. Immerhin wäre es möglich das drei bis vier seiner Anhänger nach dem Tessin reisen könnten, ohne jedoch von der Gruppe beauftragt zu sein.

Das Konsulat verfolgt natürlich mit lebhaftestem Interesse die neue Bewegung und wird nunmehr in der Lage sein periodische Berichte abgehen lassen zu können.

12. *Date de la manifestation annoncée par les fascistes tessinois pour commémorer les journées des 14—15 février 1798, au cours desquelles les volontaires luganais avaient repoussé les Cisalpins et leurs alliés tessinois qui voulaient annexer les bailliages tessinois à la République cisalpine; ces journées avaient été suivies de la naissance du Canton du Tessin.*

Sur la manifestation annoncée par les fascistes, cf. la lettre du consul R. Hüni à G. Motta, du 25 janvier:

Riteniamo nostro dovere di renderLa avvertita, che la «Federazione Fascista Svizzera» costituitasi recentemente a Milano, e che sta ingrossando le sue file, ha deciso di partecipare in buon numero ad una passeggiata nel Cantone Ticino, indetta per il 14 Febbraio p. s., con mèta a Lugano ed a Bellinzona, allo scopo di fare una clamorosa dimostrazione, in unione ai militi della stessa idea esistenti nel Ticino.

Alcuni scalmanati, disgraziatamente ticinesi, non si peritano di dichiarare qui nei crocchi ticinesi, che sarà una grandiosa dimostrazione, e che stanno equipaggiandosi a dovere per la gita nel Ticino, ed «oleando le rivoltelle» per conseguire anche con la forza i loro scopi.

In tali dichiarazioni vi sarà certamente molta esagerazione, ma se uno solo di questi millantatori commettesse un atto inconsiderato, ne potrebbero derivare conseguenze dolorose, ragione per cui, secondo noi non sarebbe inutile qualche azione atta a prevenire eventuali sciagure, facendo cioè sorvegliare rigorosamente il 14 Febbraio ed anche qualche giorno prima, i passaggi di frontiera fra l'Italia ed il Ticino, esigendo la consegna delle armi da chi ne avesse.

Sur la lettre, Motta a noté: Communiquer au Parquet et à la Dir. gén. des Douanes. 27. 1. 34 (E 2001 (C) 4/103).